



Les banques de développement doivent être tenues responsables de leurs investissements désastreux au Congo

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 26 septembre 2020

grain.org

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Pauvreté et inégalités sociales](#),
[Transnationales](#)

En novembre 2018, le RIAO-RDC a déposé une plainte contre Feronia Inc au nom de neuf communautés de la RDC. Photo : Argia

Les restes du leader congolais assassiné Patrice Lumumba quittent enfin la Belgique pour revenir dans son pays. Mais cela ne met pas fin à la lutte anticoloniale qu'il a menée et pour laquelle il a finalement été tué. Les puissances étrangères continuent de piller la République démocratique du Congo (RDC) et, dans les plantations de palmiers à huile mises en place par les Européens il y a plus d'un siècle, même les actes de cruauté les plus sadiques du règne du roi Léopold se poursuivent à ce jour.

Le responsable belge d'une plantation du nord de la province de l'Équateur a récemment rétabli l'ancienne pratique consistant à fouetter publiquement les villageois accusés d'avoir volé des noix de palme dans les plantations de l'entreprise. Les villageois, que le directeur appelle ouvertement « singes macaques », sont terrifiés à l'idée de s'exprimer sur ce sujet. L'année dernière, deux des gardes de sécurité de l'entreprise ont accosté un militant des droits fonciers local sur son petit bateau et l'ont sauvagement battu à mort, et les deux gardes se promènent aujourd'hui librement dans les villages, continuant à terroriser les gens.

Qui est derrière cette opération ignoble ? Eh bien, si vous vivez en Europe occidentale ou aux États-Unis, il est probable que vous ayez quelque chose à voir avec cette opération. La société, Plantations et Huileries du Congo (PHC), est détenue et financée par certains des plus grands instituts de financement du développement en Europe et aux États-Unis, parmi lesquels ceux du Royaume-Uni, de Belgique, de France, d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Espagne. Au cours des sept dernières années, ces institutions publiques ont gaspillé environ 200 millions USD pour tenter de sauver l'entreprise coloniale centenaire en déliquescence, qui a été rachetée à Unilever par une société financière canadienne, Feronia Inc.

Ces 200 millions de dollars auraient pu faire une énorme différence pour les communautés dont les 100 000 ha de terres ont été occupés par ces plantations pendant plus d'un siècle. Ce montant aurait pu être utilisé pour construire des infrastructures et des services de santé dont les communautés ont cruellement besoin. Mais au lieu de cela, les fonds publics ont été placés entre les mains de gestionnaires de fonds de banques de développement,

chargés d'aider les Africains en finançant les sociétés multinationales qui pillent les ressources de leurs communautés. Une grande partie de ces fonds a été [gaspillée](#) pour payer les salaires exorbitants des dirigeants de sociétés européennes, les frais de voyage, les équipes juridiques, les consultants, ainsi que des paiements destinés à un puissant homme politique de RDC. Les promesses de verser aux travailleurs un salaire minimum et de leur fournir un logement décent et des services médicaux [ne se sont jamais concrétisées](#). On a pu entendre l'argument selon lequel il n'y avait pas d'argent disponible pour ces investissements alors que, dans le même temps, des millions étaient disponibles pour payer les salaires des directeurs de sociétés expatriés, basés à Londres et à Kinshasa. Les communautés locales, dont les terres et les forêts ont été volées par l'entreprise, restent désespérément pauvres et en recherche de terres.

En juin de cette année, après avoir rendu compte d'une nouvelle année de pertes de plusieurs millions de dollars, Feronia a soudainement [annoncé](#) qu'un accord avait été conclu avec les propriétaires de sa banque de développement pour transférer Plantations et Huileries du Congo à un fonds d'investissement privé. Ce fonds est basé dans le paradis fiscal de l'île Maurice et géré par Kalaa Mpinga, fils d'un ancien premier ministre de RDC et acteur majeur de la scène africaine [de l'extraction](#) de l'or et du diamant.

L'institut britannique de financement du développement, le groupe CDC, principal actionnaire de Feronia, a [justifié](#) le transfert de ses actions à la société de Mpinga en disant que cela réduirait les dépenses liées au maintien de la cotation de la société à la bourse de Toronto. [Quiconque](#) connaît bien les fonds de capital-investissement, ce qui est sans nul doute le cas des dirigeants de la CDC, sait que le *modus operandi* des fonds de capital-investissement consiste à maximiser les frais, à exercer un effet de levier sur la dette et à réduire les actifs. L'engagement volontaire (et non accessible au public) en matière de gouvernance environnementale et sociale que la CDC et les autres banques de développement affirment avoir obtenu de la société de capital-investissement n'offre aucune protection significative à la population du Congo qui sera affectée par le comportement prédateur du nouveau propriétaire.

La CDC aurait passé par pertes et profits plus de 50 millions USD en cédant ses actions à la société de capital-investissement de Mpinga, alors que d'autres banques de développement européennes acceptent de renoncer à 80 % de leurs remboursements de prêts en cours.

Cette prise de contrôle par le capital-investissement camoufle la tentative désespérée des banques de développement de se retirer de l'affaire. Les banques de développement, comme les autres investisseurs, sont censées se retirer après avoir réalisé un bénéfice et, dans leur cas, elles sont censées au moins montrer qu'un certain « développement » concret a eu lieu. Ni l'un ni l'autre de ces objectifs n'a été atteint dans le cas de Feronia. Les banques sont en train de se retirer parce que rien ne semble annoncer la fin des pertes de l'entreprise et parce que les tensions avec les travailleurs et les communautés locales, qui en ont assez des salaires de misère et du vol de leurs terres et forêts, deviennent incontrôlables.

Le transfert de PHC à une société de capital-investissement ne résoudra pas cette situation et n'apportera pas de « développement » aux communautés. Si elles avaient voulu atteindre cet objectif, les banques de développement auraient pu simplement rendre les terres et les plantations de la société aux communautés locales. Il y a des centaines d'huileries de palme communautaires qui fonctionnent à proximité des plantations de PHC, et leur activité est en plein essor. En effet, certaines communautés ont déjà commencé à

[récupérer et à mettre en production](#) des parties des plantations qui ne sont pas utilisées par PHC.

Le « retrait » de Feronia met à nu l'absence totale de responsabilité des banques de développement. Depuis qu'elles se sont impliquées pour la première fois dans les activités de Feronia en 2013, de nombreux communiqués et lettres ont été publiés par les communautés et des rapports ont été publiés dans les médias et par les ONG, qui relèvent en détail de graves accusations contre l'entreprise portant sur le traitement des travailleurs et des communautés par la société, les violations des droits de l'homme, l'occupation illégale des terres et la destruction de l'environnement. Les institutions de financement du développement (IFD) n'ont rien fait de significatif pour améliorer la situation, et ont même tenté de [saper](#) les efforts de la communauté qui cherchaient à obliger l'entreprise à rendre des comptes. Au cours de l'année dernière, les [IFD n'ont pris aucune mesure](#) pour sanctionner l'entreprise lorsque deux de ses agents de sécurité ont attaqué et tué un membre de l'organisation locale RIAO-RDC qui soutient les communautés dans leur lutte pour leurs terres. Elles ne sont pas non plus intervenues lorsque plusieurs dirigeants communautaires actifs dans la lutte pour les terres [ont été arrêtés](#) pour des motifs inventés de toutes pièces par un groupe de policiers voyageant dans un véhicule de l'entreprise. Les chefs de village ont été détenus pendant des mois en prison sans inculpation, tandis que l'entreprise achevait l'installation contestée de nouvelles parcelles de palmiers à huile autour de leur communauté.

Nous ne pouvons pas laisser les banques de développement se tirer à si bon compte de cette catastrophe. Au minimum, une enquête indépendante et transparente des prêteurs doit être menée sur le meurtre du défenseur des terres de la RIAO-RDC et sur toutes les autres violations des droits de l'homme et de l'environnement commises par Feronia Inc et sa filiale PHC pendant la période où les banques de développement étaient financièrement impliquées dans l'entreprise. Les banques de développement doivent être tenues pour responsables de ces violations, et des dommages et intérêts doivent être versés aux personnes qui ont été affectées par ces violations en RDC. L'affaire Feronia, ainsi que d'autres échecs d'investissement des banques de développement, montre qu'il est nécessaire de revoir les pratiques des IFD et d'envisager s'il ne serait pas préférable de les arrêter complètement.

L'autre action fondamentale qui doit être exigée des IFD dans l'affaire Feronia est la restitution des terres aux communautés. Neuf communautés de RDC ont déjà déposé auprès de la Société allemande d'investissement et de développement (DEG) une [plainte](#) qui a été acceptée par le mécanisme de traitement des plaintes de la banque. Ce processus de médiation est en cours, mais a été entravé par un sérieux manque de soutien financier pour les communautés et pour l'organisation locale qui les aide dans ce processus, ainsi que par la situation d'insécurité sur le terrain générée par l'entreprise. La DEG et les autres banques de développement sont toujours liées à PHC au travers de la dette de l'entreprise, avec des hypothèques sur les terres de PHC qui servent de garantie. Mais comme l'entreprise appartient désormais à un fonds d'investissement privé, il sera encore plus difficile pour les communautés de s'assurer de la bonne volonté de l'entreprise dans un processus de médiation.

Feronia n'est certainement pas le seul investissement désastreux réalisé par les banques de développement européennes et américaines. La liste de ces cas est longue et ne cesse de s'allonger. Mais la débâcle de Feronia doit être la dernière.

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © Grain, grain.org, 2020

Articles Par : Grain

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca